



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N°245/2012/DDPP  
portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2001 modifié autorisant la société S.A.S SITA Borde Matin à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de ROCHE-LA-MOLIERE, Borde Matin ;

VU les pétitions reçues les 9 janvier et 10 mars 2012 dénonçant les nuisances olfactives occasionnées par l'activité de l'installation susvisée ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 28 mars 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection approfondie du 8 mars 2012, constatant diverses négligences dans l'exploitation du site et le non-respect de plusieurs prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 15 octobre 2001 susvisé visant la limitation des nuisances olfactives émises par l'installation ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La société SITA Borde Matin, dont le siège social est situé Gerland Plaza, 19 rue Pierre-Gilles de Gennes, 69007 LYON, est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de ROCHE-LA-MOLIERE, Borde Matin, de respecter, dans un délai de 15 jours à compter de la date de signature du présent arrêté, les articles suivants de l'arrêté d'autorisation du 15 octobre 2001 susvisé :

- article 34-1 relatif à l'exploitation des alvéoles
- article 34-2 relatif à la conception des alvéoles
- article 34-6 relatif à la prévention des odeurs

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Madame le maire de ROCHE-LA-MOLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

23 MAI 2012

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

copie adressée à :

- Monsieur le Président de la S.A.S. SITA Borde Matin  
Gerland Plaza  
19 rue Pierre-Gilles de Gennes  
69007 LYON
- Madame le maire de ROCHE-LA-MOLIERE
- Inspection des installations classées, DREAL Loire
- Archives
- Chrono